



Un BUDGET  
de la Sécurité Sociale  
Pour sortir de la crise sanitaire  
et répondre aux besoins  
de la population

## **La Sécurité Sociale en danger, La Santé malade !**

Les déserts sanitaires s'étendent. Six millions de personnes sont sans médecin traitant. Les forfaits hospitaliers, les dépassements d'honoraires, les tarifs des complémentaires santé explosent. Selon une étude DREES-INSEE, un tiers des personnes a renoncé aux soins, plus d'une femme sur deux a reporté ou annulé une consultation gynécologique.

Les services hospitaliers sont saturés, en particulier les Urgences dont l'accès est souvent limité, les professionnels épuisés et sous-payés. Les hôpitaux, les maternités de proximité et les centres d'IVG sont réduits ou fermés.

En psychiatrie, le manque chronique de moyens s'aggrave, entraînant des mois d'attente en Centre Médico Psychiatrique et Centre Médico Psycho Pédagogique.

Une vingtaine de départements ne disposent pas de services de soins palliatifs pour les patients en fin de vie.

Les EHPADs, en manque de moyens, sont en grande souffrance ...

L'Aide Médicale d'État est attaquée sous la pression de l'extrême droite.

Les pénuries de médicaments et les prix exorbitants des nouveaux traitements pèsent sur les malades et la Sécurité sociale.

Le privé à but lucratif se développe sur les créneaux rentables et les bénéfices des grands groupes financiers se portent au mieux !

### **La Sécurité Sociale est menacée !**

Depuis des années, les gouvernements successifs multiplient les exonérations de cotisations sociales (88,9 milliards d'euros en 2024 !), creusent les déficits des comptes de la Sécu en limitant ses recettes et font voter des budgets insuffisants par rapport aux besoins.

Tous les jours, dans les médias, on nous répète que la Sécu est en déficit et qu'on ne peut plus continuer comme cela.

Les propositions, taxe sociale, bouclier sanitaire, franchises, augmentation de la Contribution Sociale Généralisée (CSG), capitalisation... sont toutes plus inégalitaires et injustes les unes que les autres.

Ce qui est en jeu, c'est la fin du financement solidaire par la cotisation, la fin de l'universalité de la Sécurité Sociale.

**Les politiques de casse des services publics et de la protection sociale détruisent toutes les solidarités. Elles fabriquent une société qui se divise, où l'individualisme, le rejet de l'autre, la haine de l'étranger, la remise en question des droits des femmes, des LGBTQIA+ prospèrent et font le lit du Rassemblement National.**

### **Un autre choix de société est possible !**

**Nous savons qu'il est possible de trouver des ressources pour financer la Sécurité sociale à hauteur des besoins.** Une augmentation des salaires de 1%, c'est 4,9 milliards d'euros par an en plus pour la Sécu. Réaliser l'égalité salariale entre femmes et hommes, c'est plus de 30 milliards d'euros de recettes supplémentaires en incluant les cotisations retraite. Supprimer les exonérations de cotisations sociales, c'est 89 milliards pour la Sécu et l'État. Supprimer les exemptions de cotisations, c'est 14 milliards pour la Sécu. Au lieu de culpabiliser les malades, il vaudrait mieux lutter contre la fraude au versement des cotisations par les employeurs et contre le travail dissimulé, c'est plus de 10 milliards d'euros.

La mise sur les marchés financiers de la dette de la Sécu avec la Cades coûte 3,2 milliards d'euros par an en intérêts financiers.

Nous devons aussi bloquer la fuite en avant des prix des médicaments innovants en imposant la transparence pour pouvoir négocier des tarifs fondés sur des critères objectifs et justifiés.

Nous en appelons à une mobilisation populaire, pour sauver notre système de solidarité, notre système de santé, où chacun.e cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins.

**Notre système de santé, notre Sécurité Sociale sont nos biens communs.**

**Usager.ère.s, citoyen.ne.s, professionnel.le.s, salarié.e.s, jeunes, chômeur.euse.s ou retraité.e.s, multiplions les initiatives pour défendre :**

- un accès égal aux soins et à la santé, partout et pour toutes et tous
- des moyens (formations, embauches, salaires, réouverture de lits ou de services...) pour l'hôpital public, les structures du médico-social et du social, publiques ou non lucratives
- le développement d'une politique publique de secteur psychiatrique et de pédopsychiatrie de proximité avec ses besoins d'hospitalisation.
- le développement des soins palliatifs
- une politique publique de prévention, en particulier auprès des enfants et des jeunes
- un service public de santé de proximité avec ouverture de centres de santé pluriprofessionnels publics ou à but non lucratifs, à commencer par les déserts sanitaires
- le droit des femmes à disposer de leur corps, le droit à la contraception et à l'avortement, le maintien et la réouverture de centres d'IVG et de maternités de proximité
- une prise en charge réelle et solidaire de la perte d'autonomie à tous les âges par la Sécurité sociale
- une Sécurité Sociale solidaire et universelle, gérée démocratiquement du local au national, prenant en charge intégralement à 100% les frais de santé prescrits, dans un périmètre élargi et défini selon les besoins des populations et non des intérêts privés dans la santé, sans aucune condition ni discrimination, intégrant en son sein l'Aide Médicale d'État.
- une société juste, libre et solidaire.

**Le 7 avril 2026 et ensuite,**

**SOIGNONS NOTRE SANTÉ, DÉFENDONS NOTRE SÉCU !**

Le 7 avril 2026,

Syndicats :

Mutuelles :

Associations, collectifs, comités :

Organisations politiques :

Contact : [tour-france-sante-plfss@mailo.com](mailto:tour-france-sante-plfss@mailo.com)

Pour nous suivre sur Facebook

